



COMMUNIQUE DE PRESSE

« Rupture : les agriculteurs demande des actes, le ministre quitte la table »

Dès le début de la rencontre, le ton était donné et il n'a pas beaucoup changé « *Monsieur le Ministre, nous sommes en colère ! Notre position syndicale qui a toujours été celle de la construction, de la discussion, de la recherche de solutions rencontre depuis quelques temps systématiquement les écueils de vos mauvaises nouvelles* », a introduit Bernard MALABIRADE, président de la FDSEA du Gers, qui avait convié ses homologues des départements voisins (Landes, Pyrénées Atlantiques et Hautes Pyrénées) à porter avec lui la voix de l'exaspération agricole.

Au menu de cette rencontre du 31 juillet à Flaran (32), qui devait d'ailleurs s'achever par un déjeuner : la PAC et ses mesures de verdissement ; la directive nitrates avec son 5^{ème} programme et sa toute nouvelle carte.

Sur le volet PAC, les 4 départements présents ont rappelé qu'ils acceptaient la règle de redistribution des aides, bien qu'elle leur soit défavorable. Le mécontentement n'est pas là ! Ce qui est inacceptable pour les représentants agricoles, c'est le traitement injuste dont la culture phare du sud-ouest fait les frais: l'idéologie « anti maïs ». « Nous avons essayé de construire avec vous des solutions concrètes et adaptées à nos territoires. » tempête Christophe BARRAILH, président de la FDSEA des Landes. Stéphane Le Foll de répondre « je ne cible pas le maïs, vous ne verrez ni n'entendrez nulle part que je suis contre cette plante, bien au contraire. Mais pour la PAC, je ne décide pas seul et faire entrer la monoculture de maïs dans les règles de diversité n'est pas chose facile ». Et pourtant, les présidents de syndicats ne décolèrent pas « vous n'avez pas défendu le mulching, nous le savons, vous le savez ! Vous vous trompez de cible, si l'agriculture s'adaptera, c'est en laissant sur le bord de la route les exploitations que vous défendez pourtant : les exploitations de petites tailles bâties sur de l'élevage nourri avec du maïs ».

Comme si cela ne suffisait pas, le ministère vient de rendre publique une nouvelle carte des zones vulnérables. Là encore, les zones d'élevages seront les premières impactées. « les critères choisis pour élaborer cette carte ne sont ni scientifiquement, ni agronomiquement justifiables. C'est incompréhensible, on se demande qui pond ces normes ! C'est une décision purement politique.», tempête Bernard Layre, président de la FDSEA des Pyrénées Atlantiques. Et pourtant, là encore la profession s'était mobilisée pour apporter sa contribution en veillant à l'applicabilité du programme et la cohérence du zonage. Le ministre de rappeler que cette situation n'est en rien politique, mais juridique. La France étant sous la menace d'une amende dans le contentieux qui l'oppose à Bruxelles sur la directive nitrates. Là encore, les élus alertent « c'est encore l'élevage qui va dérouter ! Vous allez vider les campagnes, dans 10 ans, on cherchera les éleveurs dans certains territoires ».

L'ambiance ne s'apaisera pas. « Monsieur le ministre, derrière vos paroles rassurantes, il n'y a jamais d'actes. Bon sang, des actes monsieur le ministre, passez aux actes ». Les élus restent campés sur leur sentiment d'incompréhension : « Nous avons toujours eu la volonté de construire, d'expliquer les règles aux agriculteurs. Nous sommes aujourd'hui dans l'incapacité d'expliquer aux agriculteurs pourquoi de telles décisions sont prises et comment ils pourront les appliquer demain. Vous signez aujourd'hui la rupture avec le monde agricole, la révolution n'est pas loin ». Le ministre ne répondra pas à la dernière demande « Monsieur le ministre, donnez-nous le fil rouge de votre politique ». Il quittera la table de la discussion. Les élus eux ne rejoindront pas celle du déjeuner.

Contact :

- Christophe BARRAILH, président de la FDSEA des Landes
- Guillaume DEZES, président des JA des Landes